



## MAIRIE DE LES-ARCS-SUR-ARGENS

### Extrait du registre des délibérations du conseil municipal Du 21 février 2022

#### Délibération n° 22.01.20 - Actualisation des autorisations d'absence

L'an deux mille vingt-deux le vingt-et-un février à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de LES ARCS Var, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, Salle du Conseil, sous la présidence de Mme Nathalie GONZALES, Maire.

**Date de la convocation :** mardi 15 février 2022

**Présents :** Nathalie GONZALES, Olivier POMMERET, Christine CHALOT-FOURNET, Frédéric LAMAT, Marie-pierre CHARLES, Christelle VIRQUIN, Elisabeth SORET, Sophie BONNAUD, Philippe COTTE, Christophe MELET, Laurent BONZI, Emilie GROSSI-WAGNER, Bouchra EDDADSI BARQANE, Pierre KESTEMONT, Nicolas DATCHY, Nadia ZEGRE, Julien DURANDO

**Procurations :** CHAVERNAS Christophe a donné pouvoir à ZEGRE Nadia, FAURE Christophe a donné pouvoir à LAMAT Frédéric, FORTERRE-ROL Cindy a donné pouvoir à EDDADSI BARQANE Bouchra, ROLFI David a donné pouvoir à BONNAUD Sophie, CHEVALAZ Didier a donné pouvoir à GROSSI-WAGNER Emilie, LEQUENNE Fabienne a donné pouvoir à DURANDO Julien, GRANDVARLET Floris a donné pouvoir à POMMERET Olivier, DIBO Geneviève a donné pouvoir à VIRQUIN Christelle, DOMERGUE Léo a donné pouvoir à SORET Elisabeth, CHALOPIN Nathalie a donné pouvoir à CHARLES Marie-pierre, DE GRENDDEL Sonia a donné pouvoir à CHALOT-FOURNET Christine, HUDDLESTONE Stéphane a donné pouvoir à GONZALES Nathalie

Nombre de conseillers				
En exercice	Présents	Absent	Procurations	Votants
29	17	0	12	29

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°85-397 du 3 avril 1985 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale ;

Vu la circulaire FP n°1475 du 20 juillet 1982 relative aux autorisations d'absence pouvant être accordées au personnel de l'administration pour soigner un enfant ou en assurer momentanément la garde,

Vu la circulaire FP n°1913 du 17 octobre 1997 autorisant les absences en faveur des agents représentants de parents d'élèves,

Vu la circulaire ministérielle du 21 mars 1996 relative au congé de maternité ou d'adoption et aux autorisations d'absence liées à la naissance pour les fonctionnaires et agents de la fonction publique territoriale,

Vu la circulaire ministérielle n°1918 du 10 février 1998 relatives aux dispositions applicables aux fonctionnaires et agents civils de l'Etat candidats à une fonction élective,

Vu la circulaire DGAFP n°2168 du 7 août 2008 relative aux facilités horaires accordées aux pères et mères de famille fonctionnaires et employés des services publics à l'occasion de la rentrée scolaire,

Vu la circulaire du 31 mars 2017 relative à l'application des règles en matière de travail dans les trois versants de la fonction publique,

Vu le rapport Laurent sur le temps de travail dans la fonction publique- Mai 2016,  
Vu la délibération 19-04-1966 du 1er juillet 2019

Considérant l'avis du Comité Technique en date du 4 février 2022,

Il est rappelé en préambule qu'il existe deux sortes d'autorisation :

- Des autorisations dont les modalités s'imposent à l'autorité territoriale :  
L'exercice des mandats syndicaux ou locaux, juré d'assises, témoin devant le juge pénal...
- Des autorisations laissées à l'appréciation de l'autorité territoriale dans la limite de ce qui est prévu par les textes pour la fonction publique d'Etat.

Ces autorisations d'absence ne constituent pas un droit et sont accordées sous réserve de nécessités de service.

A chaque fois des justificatifs doivent être fournis.

Ces jours d'absence n'entraînent pas de réduction de la rémunération, ils sont assimilés à des jours de travail effectifs pour la détermination des droits à congé annuel (article L3142-1 et suivants du code du travail).

Ces autorisations d'absence :

- sont à prendre au moment de l'évènement,
- ne peuvent être reportées ultérieurement,
- ne sont en aucun cas récupérables,
- ne sont pas dues quand l'agent est en congé.

**L'ensemble de ces autorisations est mentionné dans le tableau annexé.**

Madame le Maire propose au conseil municipal :

- de modifier la délibération relative aux Autorisations Spéciales d'Absences prise par la commune des Arcs en date du 1er juillet 2019 afin de se mettre en conformité avec la réglementation en vigueur.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité des suffrages exprimés les conclusions de la présente délibération.**

Le Maire,



**Nathalie GONZALES**